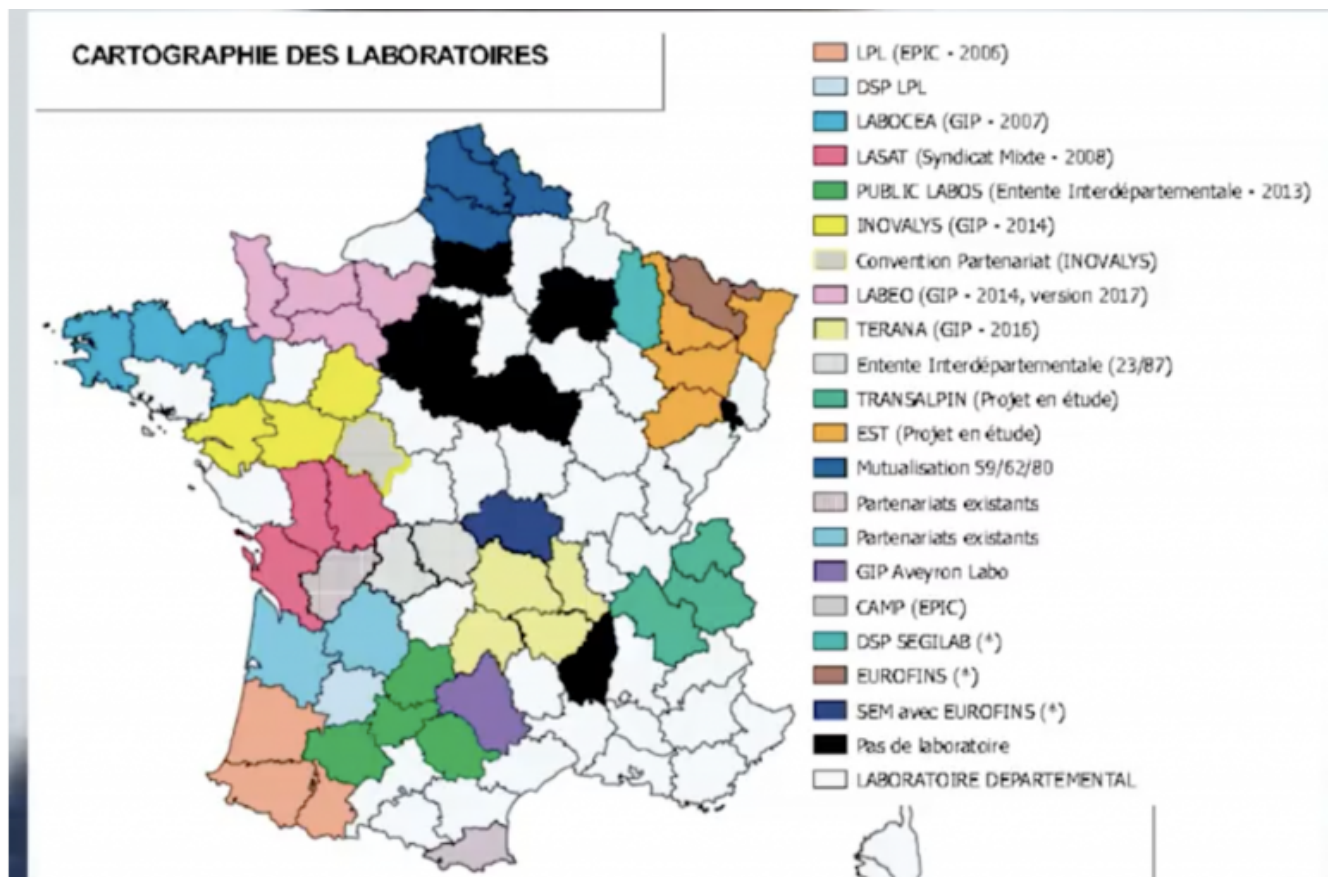


Enorme scandale : Macron a refusé 150 à 300 000 tests par semaine proposés par les labos vétérinaires [MAJ]

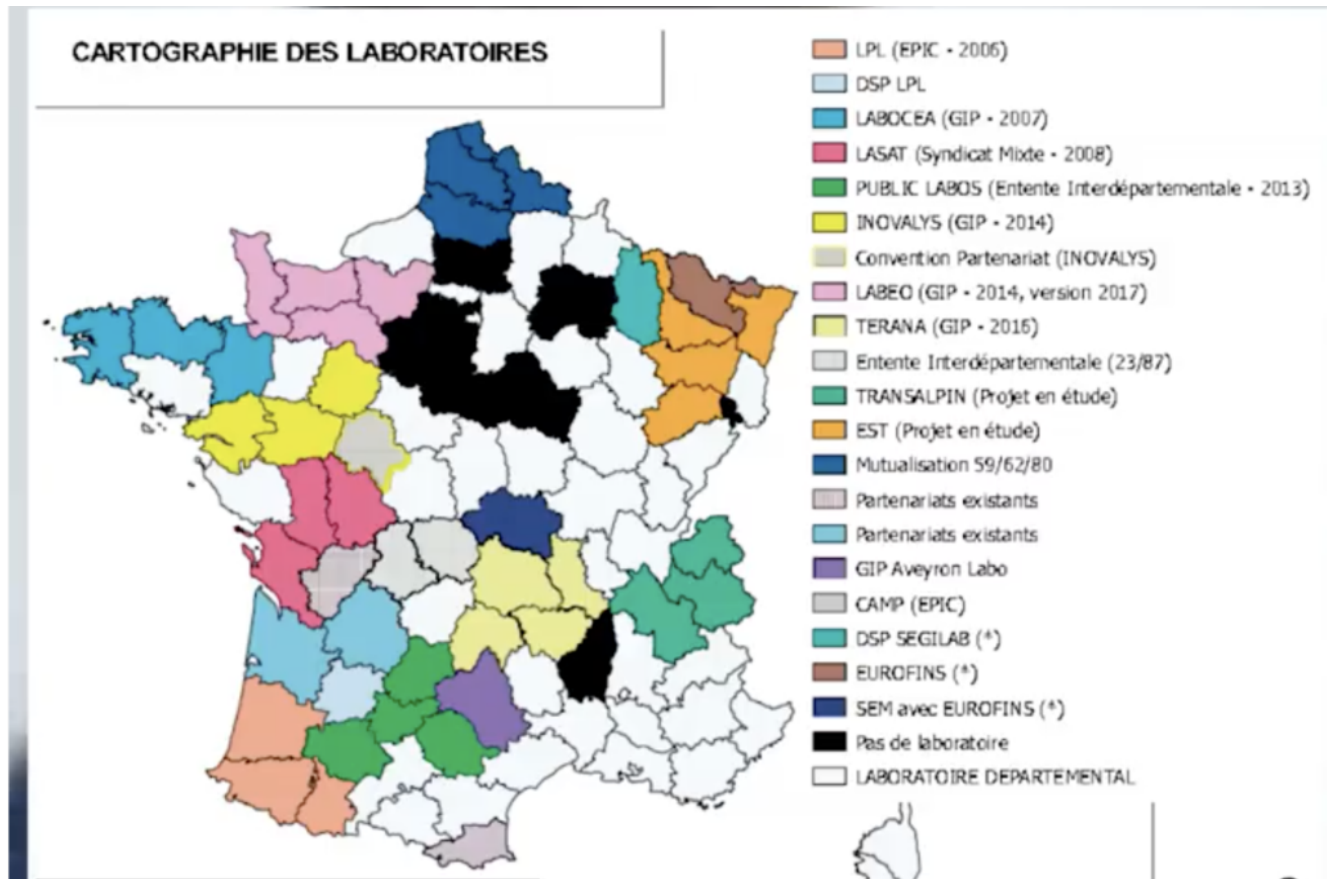
écrit par Pikachu | 7 avril 2020



Dernière touche du tableau montrant l'incompétence de nos dirigeants/décideurs, le dernier scandale de cette crise sanitaire.

Nous avons, depuis la mi-mars, les moyens logistiques pour la mise en place de tests de dépistage du Covid19, à grande échelle. Essentiels pour arrêter l'épidémie !

Il s'agit des laboratoires départementaux d'analyse (laboratoires vétérinaires) qui sont en capacité de faire des dizaines de milliers de test par semaine. Ils sont disséminés sur toute la France.



Ils ont contacté Macron qui leur a dit d'aller se faire voir chez les Grecs.

Un véritable scandale révélé par *Le Point* et très bien expliqué dans cette vidéo :

La raison avancée ? Une histoire de normes... européennes ? Pas de chloroquine parce que hors normes des essais randomisés (enfin c'est ce qu'ils disent), pas de tests à grande échelle parce que ce n'est pas prévu...

Macron, assassin !

EXCLUSIF. Comment la France se prive de 150 000 à 300 000 tests par semaine

Un blocage administratif

L'explication (parcellaire) fournie jusqu'à présent par les services d'Olivier Véran, qui refusent de répondre aux questions, tient en une formule sibylline, répétée hier encore par le Premier ministre : « C'est à l'étude. [...] Nous avons des normes réglementaires à respecter. » Mais quelles normes ?

Curieusement, elles n'embarrassent ni les Allemands, ni les Belges, ni les Espagnols qui mobilisent d'ores et déjà toutes les ressources disponibles, y compris leurs laboratoires vétérinaires. Mais en France, depuis une loi du 30 mai 2013, les laboratoires de biologie médicale vétérinaire n'ont plus le droit de traiter le moindre prélèvement issu d'un corps humain, et inversement. Si bien qu'à ce jour, seul le laboratoire départemental des Bouches-du-Rhône réaliserait des tests Covid-19... Parce qu'il compte dans ses effectifs un médecin biologiste, habilité à traiter des échantillons que les vétérinaires biologistes ne peuvent pas toucher. « C'est absurde. Il n'y a que l'homme pour se considérer comme non-mammifère », s'étrangle Jean-Louis Hunault. « Un virus est un virus, quel que soit le corps où il se loge. » Mais pour autoriser les vétérinaires à traiter des échantillons humains (ce que

ADDENDUM :

Sur la présentation de la vidéo, sur YouTube, on a à présent cette mise à jour :

—

Suite à la sortie de l'article du Point, on apprend que le ministre de la santé Olivier Véran annonce que les autorisations seront — enfin — données ce weekend.

—

Que faut-il en déduire ?

Tout simplement, que sur ce coup, c'est le journal Le Point qui est à l'origine de cette prise de décision du gouvernement et que grâce au journal Le Point, des centaines de vies seront sauvées.

Je n'y vois d'ailleurs aucun problème.

Cependant, ça me gêne un peu aux entournures parce que cela pose une question basique : si les vraies décisions cruciales en matière de santé publique, les vraies décisions qui vont sauver des vies, sont l'oeuvre du journal Le Point, alors à quoi servent nos « décideurs » ?

A quoi sert aussi le Haut Conseil Scientifique ?

A quoi nous servent toutes ces élites ?

.

En l'écrivant, je repense à Yitshak Rabin, un des plus grands mythes de l'histoire d'Israël, une de ses plus grandes escroqueries. Un historien militaire, Uri Milstein, dans The Rabin File raconte que lors de la guerre d'indépendance d'Israel, Jérusalem était sous siège et que c'était le point que les (futurs) Israéliens n'arrivaient pas à résoudre militairement. Ça ne fonctionnait pas, alors que partout ailleurs, la jeune armée avait le contrôle de la situation.

Le Haut-Commandement a alors viré l'officier Rabin de la chaîne de commandement et la situation s'est débloquée d'elle-même. La morale :

Parfois, il suffit d'un incompetent dans une chaîne hiérarchique pour vous bousiller une situation.

Clairement, il y a dans notre cas, bien plus qu'un incompetent. Depuis le président qui refusait de fermer les frontières (« ne cédon pas au repli nationaliste »), à l'ex-ministre de la Santé (Buzyn qui savait mais qui n'a rien fait), à la marchande de sable (Sibeth la bien-nommée), au Haut Conseil Scientifique qui valide la tenue des élections municipales et la liste n'est pas exhaustive.